

pérou

INFORMATION



ORGANE DE DIFFUSION DES LUTTES DU PEUPLE PERUVIEN

**i ORGANISER, MOBILISER
ET UNIR TOUT LE PEUPLE
POUR FAIRE FACE
A L'OFFENSIVE
FASCISANTE ET REPRESSIVE
DE LA DICTATURE MILITAIRE!**

**i A BAS LA
DICTATURE MILITAIRE!**

h° P 9152

PARIS DECEMBRE 76

N° 17

2,50 Fr.

S O M M A I R E

■ SITUATION POLITIQUE

■ LUTTES POPULAIRES

■ NOTES SUR LE MOUVEMENT PAYSAN

■ REPRESSION

■ NOUVELLES

directrice: c. benard

correspondance et souscription:

b. breton, **93** RUE DU BAC
75007 PARIS

6 mois . . . 15F nom
1 an 30F adresse
soutien 50F

imp. special censier

LISEZ ET DIFFUSEZ "PEROU INFORMATION"



E D I T O R I A L

LA DICTATURE MILITAIRE NE TROMPE PLUS PERSONNE

Les événements politiques et les mesures prises par le gouvernement pendant ces derniers mois, aident, d'une façon magistrale à éclaircir la situation politique au Pérou. Les doutes, les illusions, la démagogie concernent un "gouvernement anti-impérialiste et révolutionnaire" se sont évanouies. Il faut cependant dire que ces espoirs et ces illusions ont trouvé un accueil plus chaud à l'étranger que parmi les masses péruviennes.

La situation au Pérou est celle d'une dictature militaire évidente, d'une offensive également évidente de la répression, d'une fascisation croissante et d'une remise inconditionnelle évidente du pays aux monopoles impérialistes et au F.M.I.

Pour certaines personnes et certains groupes politiques qui avaient eu confiance en la "révolution" des Forces Armées, qui avaient cru en "l'anti-impérialisme" et même en un soi-disant "Socialisme péruvien", la situation actuelle est conçue comme un "malheur"; ils regrettent "l'abandon de la politique nation liste" de l'époque de Velasco Alvarado. Pour nous qui n'avons jamais cru en cette "révolution", ce qui arrive c'est simplement que le gouvernement montre maintenant son vrai caractère: celui d'une dictature réactionnaire et pro-impérialiste.

Les organisations politiques et syndicales les plus combattives font l'objet d'une répression brutale: le Comité de Coordination et d'Unification syndicale classiste (CCUSC), le prolétariat des mines, le syndicat unique des travailleurs de l'enseignement du Pérou (SUTEP), les paysans, les étudiants (la Fédération des Etudiants du Pérou), les pêcheurs, etc. sont persécutés sans relâche.

Dernièrement (le 30 décembre 1976) plusieurs combattants sociaux ont été déportés. Parmi eux se trouve le camarade Camilo VALQUI CACHI, avocat du CCUSC et de la Fédération des mineurs et métallos de CENTERMIN-PERU. Camilo VALQUI, gravement malade, a été déporté après avoir passé plus de 5 mois en prison.

D'autre part, ~~la dictature prétend pouvoir encore tromper non pas le peuple péruvien - mais l'opinion internationale, avec une prétendue " amnistie " . Cette " amnistie " ne comprend pas un seul des prisonniers ou déportés appartenant à des secteurs populaires ; ce sont des personnages de l'extrême droite qui en profitent ; les mêmes qui étaient compromis, sous le gouvernement de Belaúnde Terry , dans le scandale du pétrole, principal prétexte pour le coup d'état militaire .~~

La dictature ne trompe donc plus personne . Des chefs militaires qui occupaient des postes importants dans ce gouvernement ~~et qui prétendaient continuer à jouer avec l'illusion réformiste, sont maintenant soumis, eux aussi , à la répression et à la déportation. Leonidas RODRIGUEZ (ex-commandant de la 2e région militaire, ex-chef du SINAMOS) , Jorge DELLEPIANI (contre-amiral, ex-ministre de l'Industrie) , Valdez ANGULO (ex-secrétaire général du Comité des avocats de la présidence de la République) , tous membres du Parti Socialiste du Pérou (groupement créé par tous les fonctionnaires et militaires licenciés par ce gouvernement - particulièrement après juillet '76) ont été déportés hors du pays ces derniers jours .~~



SITUATION POLITIQUE

I : LES DERNIERS EVENEMENTS ET LA NOUVELLE SITUATION POLITIQUE

C'est surtout à partir des événements de juillet de cette année, que nous assistons au développement d'une situation politique qualitativement distincte de celle que l'on appelle "première phase" ou période de Velasco Alvarado.

Cette nouvelle situation, qu'on pouvait déceler déjà dans les derniers temps de Velasco, a, à notre avis, deux facteurs principaux qui la caractérisent :

- 1) d'un côté l'échec de la politique de la Dictature Militaire et de ses mesures réformistes, un dérèglement de l'économie nationale qui a accentué la crise du pays, crise dont les conséquences sont retombées sur les épaules des travailleurs, qu'on prétend résoudre en essayant de mettre en pratique toutes les recommandations et exigences des monopoles impérialistes et du FMI.
- 2) la montée de la conscience politique des masses, la défense et la persistance de ses instruments de lutte, une élévation de sa capacité d'organisation et de mobilisation indépendante. Cette capacité de mobilisation remet en question la propre politique de la dictature militaire et a produit de puissantes journées de lutte qui ont obligé le gouvernement à mettre en pratique une politique de représentation généralisée, liquidant les droits élémentaires et les libertés démocratiques des masses.

Ceci est l'aspect principal de l'actuelle situation politique : la disposition des masses à lutter, le renforcement de leur voie indépendante et l'influence chaque jour plus importante de l'idéologie du prolétariat.

Les formes sous lesquelles cette situation politique s'est manifestée sont bien connues : agression brutale à l'économie des travailleurs au bénéfice de la grande bourgeoisie, des grands propriétaires terriens, et des monopoles impérialistes, dévaluation monétaire de plus de 65%, renchérissement des produits de 1ère nécessité pour la population (l'absence de plus de 120 %), réduction du salaire réel, blocage des réclamations des salariés et des conventions collectives, liquidation des allocations de l'état sur les produits de consommation journalière, disparition de la stabilité du travail, élévation des impôts indirects payés par le peuple au bénéfice des impôts directs payés par les grands propriétaires, etc ... Ainsi que la suspension des garanties sur tout le territoire, la déclaration d'urgence nationale et de couvre-feu (qui dure depuis 6 mois), la liquidation des droits de la population en général (droit de réunion, liberté de presse, de circulation), interdiction de grèves, emprisonnements et persécution des dirigeants et des activistes syndicaux et politiques (le CCUSC à travers le comité de lutte pour la liberté et le rapatriement des combattants syndicaux et populaires, publie une liste de 350 prisonniers et on ignore le nombre et le lieu de détention de beaucoup d'autres), assaut et vio-

lation des locaux syndicaux et populaires (CCUSC, SUTEP, Communauté autogestionnaire de Villa El Salvador, CRECOOSTEP), Fed. graphique, Syndicat minier de Oroya, Féd. des pêcheurs, etc), licenciements massifs, déportations et tortures.

D'un autre côté, les secteurs populaires poursuivis et réprimés violemment, ont répondu de manière efficace et organisée chaque jour, non seulement en défendant leurs conquêtes, leurs syndicats, leurs dirigeants, mais aussi en affrontant directement l'agression de la dictature en cherchant à échapper à l'affrontement purement revendicatif, réformiste et spontanée.

deux aspects : d'un côté une politique nettement réformiste, bourgeoise, pro-impérialiste ; de l'autre une politique et une méthodologie fascisante. Le réformisme comme la fascisation n'étaient pas des éléments opposés ni contradictoires, au contraire, ils étaient complémentaires, et chacun d'eux, même appliqués ensemble selon l'application du programme du gouvernement et face au mouvement populaire dans l'aspect principal de l'offensive dictatoriale.

Les événements postérieurs confirmèrent cette appréciation. La politique économique suivie par la DM, fut guidée pour l'essentiel par

asistimos a la bancarrota
y estrepitoso fracaso de
la denominada "revolución
humanista, socialista, liber-
taria y cristiana"

II : QUELQUES ANTECEDENTS : LA POLITIQUE REFORMISTE FASCISANTE

Quand le coup d'état de 1968 se produisit, certaines mesures spectaculaires (prise des puits de pétroles de la IPC, nationalisations et expropriations, démagogie anti-impérialiste) produisirent un certain désarroi et un certain espoir dans des secteurs de la population y compris dans des organisations politiques de la gauche péruvienne et l'appui inconditionnel du parti révisionniste "Unité".

Dès le début, dans le comportement de la DM, on a pu observer

la doctrine du "développement économique" si chère aux théoriciens bourgeois de la CEPAL et adoptée par la Carta de Punta de l'Est de "l'Alliance pour le progrès". On n'y chercha jamais une issue aux limites capitalistes et impérialistes mais la mise en oeuvre de certaines réformes nécessaires et urgentes qui d'une part cherchaient à atténuer l'acuité chaque jour plus forte des contradictions sociales ; et qui d'autre part, cherchaient l'adaptation de l'économie nationale dans des formes "plus modernes" de production et d'exploitation, formes qui répondaient aux intérêts des secteurs de la grande bourgeoisie

industrielle financière et grand-pro-
priétaires terriens de nouveau type,
ainsi qu'aux nouvelles modalités de
pénétration des monopoles multi-na-
tionaux. Il est certain que quelques
mesures occasionnèrent des conflits
avec les entreprises impérialistes
mais furent en contradiction avec
les formes "traditionnelles" d'ex-
ploitation de quelques monopoles,
qui ne remirent jamais en question
la pénétration impérialiste en elle-
même mais facilitèrent cette péné-
tration comme il est facile de le
vérifier en comparant la quantité
de monopoles avant et après 1968, le
montant de leurs opérations, de leurs
investissements, de leurs emprunts,
profits, etc ...

Son comportement face à la po-
pulation en général au mouvement
ouvrier plus particulièrement a
été celui de paternalisme, d'auto-
ritarisme et de répression réaction-
naires. D'un côté, on le soumit à
un processus de conquête idéolo-
gique à travers ce que l'on appelle
"Révolution péruvienne" qui sur-
passait autant le capitalisme que
le communisme, qui proposait "une
troisième voie", inédite dans l'his-
toire de l'humanité, révolution
avec un contenu "chrétien, huma-
niste, libertaire, socialiste, na-
tionaliste, anti-impérialiste, etc ...
De l'autre côté, il prétendit en-
cadrer par la force la population et
le mouvement populaire grâce à des
organisations corporatistes (SINAMOS);
des organisations syndicales et pay-
sannes créées verticalement par la
DM (CTRP, SERP, CNA); la dissolu-
tion et la liquidation des syndicats
par décrets-lois; la destruction
des locaux syndicaux, la rupture
violente des grèves, l'agression et
le massacre des activistes et diri-
geants au moyen de groupes paramili-
taires fascistes (MLR: "la Pomada"),
la répression constante, etc ...

Le caractère de la DM est par
conséquent réformiste, fascisant;
il représente la grande bourgeoisie
financière industrielle, qui est
dans l'ensemble pro-impérialiste.

Cependant dans la dualité réfor-
misme-fascisation, les deux éléments
ne se trouvent pas au même niveau,
l'un d'eux prédomine (le réformisme
sur la fascisation ou inversement)
selon les conditions du moment po-
litique: l'application et les ré-
sultats du programme du gouvernement
et la réponse du mouvement populaire.

Dans ce qu'on appelle mainte-
nant "première phase" de la Révolu-
tion (ou période Velazco Alvarado)
nous trouvons une nette prédominance
du réformisme sur la fascisation.
L'aspect principal de l'offensive
réformiste fascisante de la DM fut
le réformisme. Les mesures réformistes
divulguées comme révolutionnaires
(réforme agraire, politique indus-
trielle indépendante, communauté de
travailleurs et l'autogestion de l'
entreprise; la propriété sociale,
expropriation; le nationalisme,
l'humanisme, le christianisme) cons-
tituèrent l'essentiel de l'action
offensive dictatoriale tant pour
surmonter la crise économique que
pour capter et neutraliser le mou-
vement populaire.



AGENTUAMIENTO DE LA
FASCISTIZACION Y LA RE-
PRESION DE LA DICTADU-
RA MILITAR

III : ~~ECHEC DU REFORMISME~~ ; LES LUTTES POPULAIRES ET LE COUP D'ETAT DE MORALES BERMUDES

L'offensive engagée par la DM n'obtint pas les effets souhaités. Les mesures réformistes démontrèrent son incapacité pour résoudre les problèmes du pays ; la crise économique devint la plus grande de notre histoire, la production diminue chaque jour ; "les mécanismes révolutionnaires" démontrèrent également son échec (c'est le cas de la communauté des travailleurs qui gêne la propre politique gouvernementale à tel point que la dictature la fait disparaître pratiquement en diminuant la "participation" des travailleurs de 50 % à 33 %, 3 % sous forme d'actions individuelles, etc ...). Tout ceci occasionne la détérioration brutale des conditions de vie du peuple, son plus fort appauvrissement et exploitation, ce qui favorise aussi l'existence de meilleures conditions pour son organisation et sa lutte.

Le mouvement populaire, pour sa part, a résisté et surmonté les offensives de contrôle idéologique et politique ; non seulement il a défendu ses moyens de lutte, mais a aussi augmenté sa capacité d'organisation et de mobilisation. Les appareils syndicaux corporatistes créés par la DM sont délaissés de l'appui populaire et se débattent dans de profondes contradictions qui rompent les bases d'appui du gouvernement.

Cette situation d'échec du réformisme, d'accentuation de la dépendance externe, de plus grande crise, de sur-exploitation, de l'avance du mouvement populaire est celle qui poussa au contre-coup du palais de Morales Bermudes contre Velasco Alvarado en août 75, dans le but d'"approfondir la révolution". Dans la "seconde phase de la révolution" sous la conduite de Morales Bermudes, on assiste à l'accentuation encore plus grande de la situation décrite auparavant.

Les plans économiques mis sur pied par la DM et destinés à "surmonter"

la crise", frappent principalement les secteurs populaires, favorisant les grands bourgeois et les grands propriétaires, affectent même les secteurs de la bourgeoisie moyenne les petits industriels et miniers, la paysannerie. Ils accordent des privilèges et des concessions aux secteurs de l'oligarchie déplacés en 1968, et permettent une pénétration encore plus ouverte des monopoles impérialistes. Le plan de "relance économique" mis en application par le gouvernement a deux axes principaux : 1) d'un côté un processus de plus grande dépendance et endettement envers l'impérialisme nord américain principalement, l'application maintenant sans aucune dissimulation des "recettes" du FMI et des monopoles ainsi que de plus grandes concessions à la grande bourgeoisie et aux grands propriétaires terriens d'ancien et de nouveau type 2) une plus grande sur-exploitation des travailleurs plus grande famine et répression.

La crise que traverse le Pérou comme nous l'avons vu, est une des plus graves de notre histoire. Le déficit dans les réserves de devises dépasse les 500 millions de dollars, le déficit de la balance commerciale est de 100 milliards de soles ; dévaluation monétaire de plus de 65 %, inflation galopante, élévation violente des prix, réduction du salaire réel ; chômage, sous emploi qui touche plus de 47 % de la population ; production agricole, industrielle en déclin, mortalité infantile en augmentation, diminution de la durée moyenne de vie, etc ...

L'application du plan de "relance" de la Dictature militaire pour surmonter la crise repose sur un principe clairement défini : l'existence d'une "paix sociale", c'est à dire la soumission de la population, la neutralisation, la désintégration ou la destruction du mouvement ouvrier et populaire en général.

Pour cela la dictature ne peut pas maintenant utiliser la démagogie réformiste et "anti-impérialiste" de sa "première phase". Le peuple a compris pour l'essentiel que la "révolution péruvienne" n'a jamais représenté ses intérêts. Il est clair que l'anti-impérialisme et le nationalisme révolutionnaire n'ont pas eu de contenu réel. Le mouvement populaire n'est plus susceptible d'être encadré dans la politique gouvernementale, sa propagande dite "révolutionnaire" ne fait maintenant aucun effet. Face à la montée des luttes, des réclamations, des mobilisations, la D.M. n'a d'autre alternative que la répression généralisée, l'incarcération, la suspension des garanties, le couvre-feu, la déportation, la suppression des droits et des libertés syndicales : c'est à dire qu'elle n'a plus qu'un remède, la violence ; le réformisme a échoué, il passe à la seconde phase. Et la violence passe maintenant en premier plan. Nous assistons alors à une modification substantielle de son comportement dans la "première phase". Nous avons dit



que l'offensive militaire réformiste fascisante était essentiellement réformiste. Tandis que maintenant, face à l'échec du réformisme, et avec l'augmentation croissante du mouvement populaire, le réformisme n'est plus une arme utile et sans être liquidé, a perdu son caractère d'instrument principal et la fascisation se transforme en instrument principal de l'offensive de la DM.

Cet affrontement DM-mouvement populaire, présente aussi d'autres caractéristiques : ce n'est plus un affrontement isolé et circonstanciel, c'est une conséquence du processus de polarisation entre la révolution et la contre-révolution. L'offensive de la DM à l'heure actuelle est soutenu par les classes dominantes regroupées dans son ensemble, face au danger que représente pour elles l'avancée des forces révolutionnaires. La DM exprime fondamentalement si bien les intérêts de quelques secteurs (industrio-financiers) des classes dominantes ; qu'elle cherche maintenant à exprimer les intérêts et la volonté de l'ensemble des forces réactionnaires, conciliant ses contradictions. Justement dans ce processus les secteurs farouchement pro-yanquis prennent les devants et désintègrent certaines avances du social impérialisme à l'intérieur de certains secteurs bourgeois et à l'intérieur des forces armées. Les purges de juillet entre les militaires et les éléments civils pro social-impérialistes du gouvernement, l'ont ainsi démontré ; mettant en évidence que la concurrence impérialiste-social impérialiste prend des formes aiguës dans notre pays.

Face au rassemblement contre-révolutionnaire, les masses populaires cherchent leur unité d'action, leur propre force interne - une unité d'action qui est préconisée et poussée par les secteurs les plus avancés du mouvement ouvrier et populaire, et qui choque avec les conceptions réformistes, spontanéistes entre les travailleurs, avec la pratique économiste de cer-

taines tendances et groupes politiques et avec l'influence des courants révisionnistes et opportunistes.

IV : TACHES DANS LE MOUVEMENT POPULAIRE : DU DEMASQUEMENT A L'AFFRONTEMENT DIRECT.

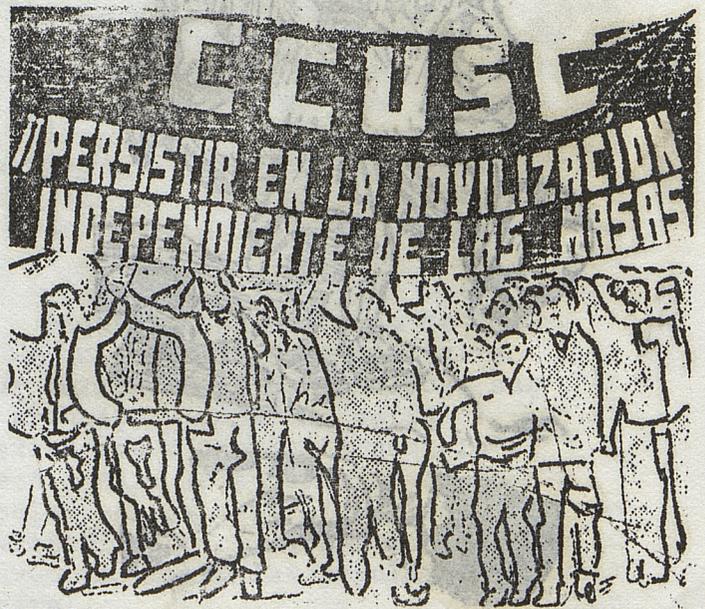
Pendant la période de Velasco, le travail révolutionnaire assumait quelques caractéristiques spéciales. La politique de la D.M. avec son programme de réformes et de démagogie a déconcerté de nombreux secteurs de la population. Par conséquent, il est bien certain qu'il y a eu de nombreuses luttes populaires, l'organisation et la mobilisation des masses tribu-chaient pour n'avoir pas vu clairement le véritable caractère du gouvernement militaire. Démasquer la D.M. s'imposait comme une tâche importante ; faire comprendre aux travailleurs l'essence du programme mis en place en 1968, en même temps combattre au sein même des masses toutes les conceptions opportunistes du réformisme et du révisionnisme, éclaircir le mensonge et la démagogie de la supposée "révolution". Ce déguisement a été une forme d'affrontement, mais réalisé principalement par l'avant-garde politique, et les avant-gardes syndicales et populaires ; pourtant il n'est pas possible de mobiliser avec succès les travailleurs, ni de les toucher sans un processus d'éclaircissement politique, sans une relative compréhension de la nature de la D.M., et sans une compréhension de ses propres intérêts comme secteur opprimé sans arrêter de combattre et d'isoler le révisionnisme qui a servi et sert encore d'agent de la D.M. à l'intérieur du mouvement ouvrier

Après 8 ans de D.M. la situation n'est plus la même ; la D.M. a perdu fondamentalement "son image" "nationaliste" et sa révolution n'est déjà plus crédible dans le peuple. Sa capacité de démagogie et de manoeuvre est réduite à zéro. Fondamentalement le processus d'éclaircissement s'est accompli, le réformisme a échoué, la classe ouvrière et les secteurs populaires ont connu par leur propre expérience la nature de la D.M. et

ont persévéré dans leur mobilisation indépendante. Dans cette situation ils donnent les conditions pour une meilleure organisation et une meilleure lutte contre la D.M. et l'impérialisme. Il est bien certain que l'idéologie du prolétariat avance et pénètre fortement, mais il est aussi certain qu'elle ne se convertit pas encore dans le guide fondamental des luttes, raison pour laquelle les masses surexploitées et opprimées luttent encore de manière spontané et dispersée.

LE CCUSC ET LE FEDIP INSTRUMENTS PRINCIPAUX D'UNITE ET DE LUTTE

Dans le travail pour démasquer et affronter la D.M. il existe toujours un prémisses sans lequel aucun accomplissement n'est possible pour obtenir les objectifs ; c'est le principe de l'indépendance politique de classe. Sans une réelle indépendance politique par rapport à l'état, aux pouvoirs réactionnaires, aux conceptions réformistes, révisionnistes, bourgeoises, il n'est possible d'avancer avec succès. L'indépendance politique de classe garantit un travail révolutionnaire, conscient



et positif ; toutes les tâches révolutionnaires doivent être guidées par elle, car il est nécessaire de lutter contre ceux qui prétendent l'hypothéquer au réformisme, au révisionisme, à la bourgeoisie.

Dans notre pays, en accord avec le moment politique, la tactique principale consiste à chercher à forger, à construire, le chemin indépendant du prolétariat jusqu'à la révolution démocratique nationale.

Ce chemin se forge en persévérant dans la politique d'indépendance de classe, qui affronte et met en échec le révisionisme et le réformisme à l'intérieur du mouvement ouvrier et populaire, en pénétrant dans les masses populaires, en les organisant, en les éduquant et en les mobilisant ; en propagant et en approfondissant ses luttes, en dépassant les limites spontanéistes et économiques ; et bien sûr dans cette étape, en affrontant et en déjouant l'offensive fascisante et répressive de la D.M. Dans l'édification du chemin indépendant du prolétariat, une tâche acquiert le caractère d'axe, de mail- lon clef, c'est l'alliance ouvrier- paysan, sans laquelle matériellement il n'est pas possible de tracer le chemin indépendant vers la révolution démocratique nationale. Dans l'affrontement actuel contre l'offensive fascisante de la D.M. et dans le processus de construction de la voie indépendante du prolétariat, le CCUSC et le FEDIP assument le caractère d'instruments principaux.

Le CCUSC agglutinant le mouvement syndical le plus conséquent et le plus combattif, s'est constitué dans l'unique alternative de classe du mouvement syndical péruvien et dans le principal instrument des forces révolutionnaires à l'intérieur du mouvement ouvrier. Principal instrument, non seulement pour l'unité et la cohésion de classe du mouvement ouvrier, pour le combat continu contre le révisionisme et le réformisme, sinon fondamentalement pour mener les luttes ouvrières et affronter l'offensive de la D.M.

Le CCUSC a démontré sa vigueur organique et politique, sa présence plus forte chaque jour dans le mouvement syndical et pour cela il n'est pas seulement la cible des attaques du révisionisme et du réformisme, mais aussi la cible importante de la répression gouvernementale.

Renforcer le CCUSC, augmenter sa pénétration dans la classe ouvrière, veiller à sa ligne de classe combattant les conceptions erronées, est une tâche non seulement de l'avant-garde politique du prolétariat mais aussi des propres travailleurs, de tous les révolutionnaires. Défendre ou attaquer et calomnier le CCUSC, est maintenant un élément révélateur de ceux qui cherchent à renforcer le mouvement ouvrier et de ceux qui cherchent à l'affaiblir ou le dévier.

Les FEDIP surgis dans le feu du combat des différents secteurs de notre population et qui ont déjà une histoire de journées héroïques (Lamas, Moquegua, Ayacucho, Arequipa, Tarapato, Cusca, Puno) constituent maintenant de véritables embryons du FUR, anti-impérialistes, et antiféodaux, et sont des organisations tactiques de première importance dans le champ actuel du combat politique révolutionnaire. En son sein sont groupés les travailleurs et les organisations de caractères divers (ouvriers, paysans, professeurs, étudiants, chômeurs, artisans, associations culturelles et artistiques) ce qui lui donne une caractéristique d'organisation de masse de grande importance.

Les FEDIP présentent encore des caractéristiques réformistes, dans leur construction, dans leur organisation, dans leurs luttes ; avec les réajustements de leur programme et de leurs objectifs ils sont aujourd'hui les instruments principaux d'unité et d'organisation la plus importante dans la lutte contre l'offensive réactionnaire de la D.M.

V LES ALTERNATIVES REACTIONNAIRES :
LE REVISIONISME ET LES TENDANCES OP-
PORTUNISTES

La D.M. prétend entraîner violemment le peuple dans sa "relance économique" pour surmonter la crise, pour cela elle utilise une politique fascisante et de répression généralisée. Cependant elle utilise quelques "alternatives" prétendant ainsi tromper le peuple. Elle promet en public ou "en secret" de prochaines élections municipales ou élections générales, faisant courir le bruit qu'une assemblée constituante est en train de se former, etc ... Tout cela ne signifie rien, sinon continuer de jouer à la démagogie et à la création de faux espoirs. D'un autre côté il est vrai qu'il existe un regroupement des forces réactionnaires, mais il est vrai aussi que ses différences et ses contradictions sont maintenues par ses propres ambitions politiques.

Les élections, l'assemblée constituante sont aussi des aspirations de groupes bourgeois, réactionnaires et oligarchiques qui prétendent récupérer certains privilèges perdus ou fortifier et les concessions obtenues.

La D.M. concilie avec ces positions, et il ne sera pas surprenant d'assister à un programme électoral "démocratique". Le plus important est de ne pas tomber dans ces jeux "démocratiques" et électoralistes ; ils cherchent aussi à confondre le mouvement populaire et à créer des illusions autour de la "démocratisation".

La question principale est de persévérer dans le chemin d'indépendance politique et compter sur ses propres forces.

Il faut aussi dénoncer les secteurs "révolutionnaires" petits bourgeois, trotskistes qui utilisent aussi des consignes électorales (assemblée constituante : POMR, gouvernement de la CGTP et élections : PST) Ces consignes mènent à la confusion politique des masses à la perte de l'indépendance politique de classe.

D'un autre côté le révisionisme (parti révisionniste "Unidad") ratifiant une fois de plus sa trahison à la classe ouvrière et au peuple, sa conciliation à la bourgeoisie et à la D.M. continue dans son appui contre-révolutionnaire et dans sa défense du "processus révolutionnaire". Dans ses différentes manifestations ils appellent le peuple entier à appuyer le gouvernement et les travailleurs à cesser les grèves, les mobilisations, etc ... pour ne pas "saboter" la "relance économique". Mais avec la pression de ses bases et la répudiation des masses, il essaye de changer ses tactiques et de proposer un "appui critique" à la D.M. Face à l'avance du mouvement populaire, le révisionisme essaye d'évoluer tactiquement de l'appui inconditionnel à "l'appui critique" prétendant maintenant alors qu'il est déjà trop tard, à une supposée position "indépendante" et "critique" face à la D.M.

Les masses péruviennes et le mouvement ouvrier et populaire ont été témoins des 8 années de conciliation du révisionisme, de sa tâche d'agent provocateur, de casseur de grèves, d'appareil semi-policier, de dénonciation et de répression. Par conséquent toutes ces manoeuvres de "virages tactiques", d'appui critique et d'indépendance ne pourront pas enlever la répudiation des révolutionnaires, du mouvement populaire dans son ensemble.



"LE PARTI COMMUNISTE DU PÉROU
REPRESENTANT LES INTERETS HISTORIQUES DU PROLETARIAT
ET DES MASSES EXPLOITEES DU PAYS, APPELLE LA CLASSE
OUVRIERE ET LE PEUPLE A ARBORER LES DRAPEAUX DE LA
LIBERATION NATIONALE ET DE LA DEMOCRATIE POPULAIRE,
LES DRAPEAUX DE LUTTE POUR LA DEFENSE DU PAIN, LE
SALAIRE, LE DROIT AU TRAVAIL ET POUR LE RESPECT DES
LIBERTES DEMOCRATIQUES ET SYNDICALES VIOLEES, A
REDUIRE EN MIETTES LE FETICHISME DE LA LEGALITE
BOURGEOISE, A ROMPRE LA BARRIERE DE LA PEUR; A REN-
DRE CLAIR LE FAIT QU'IL N'EXISTE AUCUNE FORCE CAPA-
BLE DE FAIRE FLECHIR UN PEUPLE QUI SE POSE EN DEFEN-
SE ET CONQUETE DE SES DROITS PRESENTS ET HISTORIQUES
A REPUDIER CES TUMORES ET TACHES, QUI EN DEFENDANT
LEUR LACHETE ET LEUR VORACITE PETIT-BOURGEOIS REPAN-
DENT LE DEFAITISME ET IMPLORENT "LE CALME ET LA PA-
TIENCE DES MASSES".

MARCHONS AVEC AUDACE ET DECISION PRETS A AFFRONTER
ET A COMBATTRE LA POLITIQUE ENTREGULISTE ET ANTI-PO-
PULAIRE DE LA DICTATURE MILITAIRE ET A METTRE FREIN
ET A VAINCRE SON OFFENSIVE REPRESSIVE ET FASCISANTE".

MANIFESTE DU P. C. DU P.

Pérou, Septembre 1976

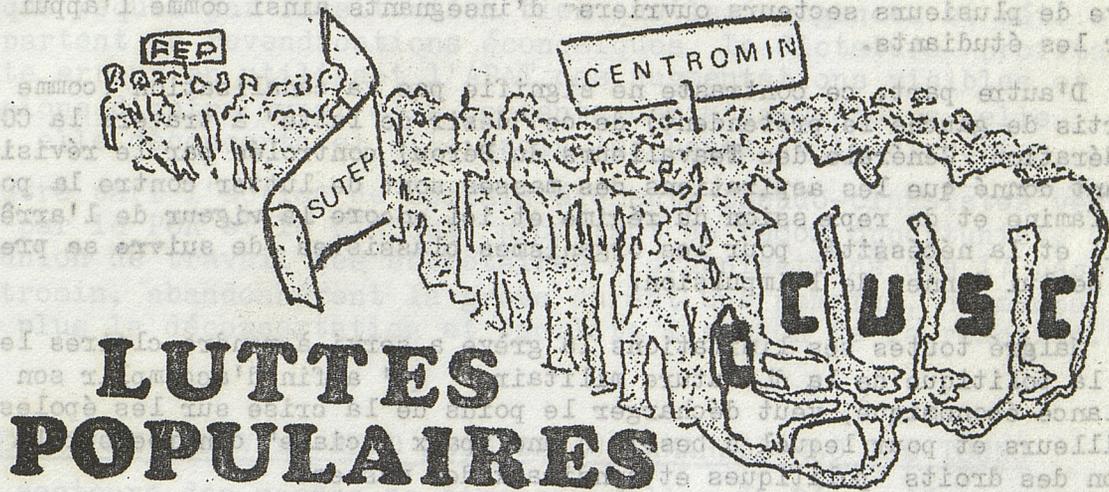


CAMILO
VALQUI

ASESOR
DEL

**C
C
C
U
S
S
C**

DEPORTADO POR LA DICTADURA MILITAR



LUTTES POPULAIRES

Nous avons analysé dans le numéro antérieur la progression des luttes populaires et la réponse du gouvernement, défendant son alliance avec d'autres secteurs réactionnaires progressant dans sa fascisation et dans le désir de retenir la montée des luttes populaires et se soumettant en plus à l'imperialisme américain, par l'intermédiaire du fond monétaire international dans l'espoir de pallier à la crise que traverse actuellement le pays.

C'est dans cette perspective que nous avons analysé les mesures économiques du 30 Juillet le départ ultérieur du cabinet du réformiste Jorge Fernandez Maldonado, ce qu'est apparu maintenant comme tout à fait clair le virage de la situation politique (voir article sur la situation politique).

Nous nous sommes déjà référés à la réponse populaire qui ne s'était pas attendre. Les propriétaires des petits cars (petits autobus de service publique) se sont lancés immédiatement dans une grève des plusieurs jours en protestant contre l'augmentation du prix de l'essence. Les habitants des bidonvilles sont descendus au centre de Lima menaçant le gouvernement d'un mouvement beaucoup plus grand et plus intense que celui du 5 Février 1975.

Il en fut de même pour d'autres mouvements dans différentes endroits de Lima et Callao, ainsi que dans les principales villes du pays (dans plusieurs cas on éleva des barricades).

La réponse du gouvernement fut d'imposer le couvre-feu à Lima et a Cajamarca, de supprimer les garanties constitutionnelles dans tout le pays, cherchant de cette façon retenir le mouvement populaire et le maintenir dans l'apathie. Parallèlement le gouvernement a détenu et poursuivi les dirigeants des syndicats les plus concients cherchant surtout à frapper le CCUSC.

Malgré l'appeurement momentané des masses (aidé par la complicité du révisionisme avec la dictature et en partie également par le silence de presque tous les partis de gauche), celles-ci étaient prêtes à lutter et c'est ainsi que le CCUSC, voyant ce désir de lutte, a appelé à un arrêt du travail préventif à la grève générale illimitée pour le 22 et 23 Juillet, se présentant comme la première réponse organisée qui était proposée aux masses, face à la progression de l'offensive militaire.

On cherchait la coordination des forces dans l'attaque de la dictature étant donné que les masses dans leur lutte étaient encore dispersées et séparées.

Bien que ce "desir de lutte" fut encore spontané et que son caractère poli-

tique ait été peu claire, la dictature perçut le danger. La grève n'a pas réussi à accomplir tous ses objectifs et n'a pu inclure de grands secteurs des masses organisées en syndicats, mais il ne faut pas nier la participation effective de plusieurs secteurs ouvriers d'insegnants ainsi comme l'appui apporté par les étudiants.

D'autre part, ce contraste ne signifie pas la canalisation (comme quelques partis de gauche le prétendent) de ce "désir de lutte" à travers la CGTP (Confédération Générale des Travailleurs du Pérou) contrôlée par le révisionnisme, étant donné que les aspirations des masses sont de lutter contre la politique de famine et de répression du régime et ici encore la vigueur de l'arrêt de travail et la nécessité pour les organismes classistes de suivre sa préparation et de lui donner de l'impulsion.

Malgré toutes ses limitations la grève a servi à rendre claires les limites de la politique de la dictature militaire qui a fin d'accomplir son plan de relance économique, veut décharger le poids de la crise sur les épaules des travailleurs et pour lequel a besoin d'une "paix sociale" centrée sur la liquidation des droits politiques et syndicaux des masses.

Nous constatons donc qu'après un replis transitoire des masses et de leurs luttes, celles-ci se lancent de nouveau dans le combat (malgré ses limites) comme le démontrent la lutte des mineurs du centre, des planteurs de canne à sucre du Nord, des travailleurs et étudiants de Lima et autres villes, et le grand combat que mènent les pêcheurs de tout le littoral tout comme le mouvement paysan qui commence à revivre et qui avec certitude s'étendra à tout le Pérou.

I. CENTROMIN

Il est très important pour nous d'étudier et de reprendre le bilan que font les travailleurs des mines, de la grève générale illimitée, projetée pour le (16-8-76 par le prolétariat minier de "Centromin" (cette grève fut décidée en assemblée et ratifiée par des mesures successives, mais ne c'est pas concrétisée. la direction classiste et ses assesseurs légaux étant durement réprimés par la dictature militaire et se trouvant jusqu'à présent les uns poursuivis les autres emprisonnés). Cette analyse nous permettra de voir quelles sont les forces et les perspectives d'un des secteurs les plus combattifs du prolétariat péruvien.

Considerations. - Le pays traverse une crise économique aigue, la plus grave de son histoire, manifestée en partie par le déficit croissant de la balance commerciale et ceci parmi d'autres facteurs.

Le secteur minier est un secteur stratégique de l'économie nationale, l'exportation du minerai fournit 50 % des devises que reçoit le pays.

Face à cette situation et aux précédentes expériences (l'arrêt du travail du mois de Juillet où le mouvement minier n'utilisa pas ses forces) il reste à dire que ses actions de lutte touchent l'ensemble du programme de la dictature de la grande bourgeoisie et accentuent sa décomposition.

Ces aspects faisaient entrevoir les objectifs non seulement économiques mais aussi éminemment politiques que poursuivrait la dictature militaire en cherchant à interdire la grève.

Le niveau de vie très bas des travailleurs, la hausse de coût de vie, les mauvaises conditions de travail sont accentuées par l'état d'urgence actuel déclaré dans le secteur, interdisant les cahiers de réclamations à fin d'intervenir, prétendent-ils "la paix laborale" et "la plus grande production"; cherchant à décharger la crise sur les travailleurs miniers. Ces facteurs poussèrent les travailleurs à chercher des conquêtes revendicatives;

en ce sens les pressions exercées sur les directions, ne leur permettant pas de comprendre et donc donner au mouvement le caractère politique requis par la situation bien que les exigences et pétitions partent de revendications économiques. La dictature profita de cette erreur en utilisant l'APAT des augmentations visibles et concessions d'autre type; elle contenta certains secteurs, elle divisa, elle déconcerta et elle isola les bases de la direction.

D'autre part l'action de certain éléments pseudo-classistes véhiculés par le PCR et le MIR qui, profitant de façon opportuniste d'une réunion de travail des secrétaires d'organisations des 17 bases de Centromin, abandonnèrent la grève durant une semaine, augmenta encore plus la déconcertation et facilita l'action de la réaction.

II. LE PEUPLE PERUVIEN REND HOMMAGE AU CAMARADE MAO TSE TOUNG

Les secteurs des masses de diverses villes du Pérou démontrant leur profonde douleur pour le décès du camarade Mao Tsé TOUNG et leur profonde reconnaissance au grand marxiste-léniniste de notre époque et génial conducteur de la révolution chinoise, ont réalisé, durant différents jours du mois de septembre, des manifestations des actes de masse et différents hommages à sa mémoire.

Rompant avec l'état d'urgence, la suspension des garanties individuelles et l'interdiction des mobilisations populaires imposées par la dictature militaire, ils démontrèrent ainsi dans la pratique la justesse de la thèse du président Mao-Tsé-TOUNG: "que les exploités du peuple sont de simples tigres de papier" face à la force des masses ardentes et avides de liberté.

C'est ainsi que des milliers d'ouvriers, de professeurs, d'étudiants et de citoyens en général, défilèrent dans les principales rues de plusieurs villes du pays, portant le portrait du président Mao, criant les consignes de "gloire éternelle au président Mao Tsé TOUNG", "Président Mao Tsé TOUNG nous suivrons ton exemple", "le pouvoir nait du fusil", etc... etc....

Des organisations comme le CCUSC, Sutep, Centromin, Pep., C. O. de la fédération des bidonvilles, Fenateno, et autres déclarèrent une semaine



¡ VIVAN LAS LUCHAS POPULARES !

Des organisations comme le CCUSC, Sutep, Centromin, Fep, C. O. de la Fédération des Bidonvilles, Fenatepo et autres déclarèrent une semaine de deuil. Le 17 et 18 réussirent à réunir 2000 Péruviens à travers une grande mobilisation et des actions de masse.

Le 16 le FER et la FEP réalisèrent une action à l'université San Marcos et ensuite marchèrent jusqu'à l'ambassade de Chine Populaire afin de témoigner leur hommage.

Dans d'autres villes comme: Huancayo, Cuzco, Arequipa, Trujillo, Ayacucho, Chiclayo, Yquitos, La Oroya, les bidonvilles et les syndicats de bases rendirent des actes d'hommage; ces manifestations établissent un grand engagement pour les luttes révolutionnaires, de notre peuple une réaffirmation du chemin montré par le président Mao.

III.- LES PECHEURS

Face à l'échec définitif de la "révolution humaniste", les pêcheurs passant pardessus leur direction révisionniste conciliatrice avec la dictature militaire, se sont mis en grève générale illimitée depuis le 18 Octobre. Plus de 10,000 pêcheurs d'anchois sont en pleine lutte sur tout le littoral péruvien réclamant pour leurs justes intérêts; contre la loi du gouvernement de dénationaliser la flotte de pêche en profit de la grande bourgeoisie.

Pour la rémunération annuelle, étant donné que la dictature militaire veut seulement payer les pêcheurs temporairement et non pas toute l'année (stabilité laborale) (Il faut signaler ici qu'au Pérou il n'y a seulement que 3 mois de pêche et avec qui mangeraient les pêcheurs les autres mois de l'année)

Contre le D. L. 21558 qui essaye de liquider le droit au salaire pour cause de maladie.

Contre les mauvaises gestions dans les investissements avec une dette fabuleuse de 11 millions de soles, avec l'ancien ministre Tantalean Vanini.

Il faut mentionner également que les ports de Huacho et de Chimbote furent également déclarer en état d'urgence.

D'autre part il s'est formé un "Comité des femmes des pêcheurs" qui sont en lutte soutenant cette grève afin qu'elle se poursuive.

D'autre part le gouvernement militaire a fait paraître un article déformant les faits et informant mal l'opinion publique essayent de tromper les pêcheurs eux-mêmes, par exemple: "la reprise de la pêche dans certains ports", déformant les faits et donnant des fausses informations. Il faut signaler également que cette lutte progresse de la même façon que celle livrée par le comité de lutte de la banque de la nation des pétroliers et d'autres organisations classistes et révolutionnaires avec le CCUSC.

Il faut signaler que le gouvernement vient de mettre dehors de la loi la direction de la fédération des pêcheurs qu'appuyait auparavant la junte militaire.

IV.- C C U S C (COMITE DE COORDINATION ET D'UNIFICATION SYNDICALE CLASSISTE) REALISE UNE JOURNEE NATIONALE DE LUTTE OUVRIERE POPULAIRE DE II JOURS

La journée de lutte ouvrière populaire fut réalisée à Lima du

11 au 22 Octobre. Cet évènement a eu lieu dans le calendrier combatif de lutte de l'année en cours qui a été appelée l'année de "lutte contre la sur-exploitation, la repression et l'imperialisme.

"Etant donné l'actuelle situation politique et la nécessité d'affronter l'offensive de la dictature militaire, la corrélation des forces, la faible force et unité du mouvement ouvrier populaire, nous classistes avons poussé le développement du mouvement populaire grâce à la mobilisation politique et révolutionnaire à travers les actions des masses et les mesures de luttes qui engage un rebond classiste et combatif de celles-ci. La perte de la peur et de la confusion permet une correcte accumulation des forces de la classe ouvrière, de la paysannerie et des autres masses exploitées et opprimées de notre patrie, dans la perspective de la réalisation de la grève nationale, moyen de lutte qui maintient toute la vigueur et que le développement des évènements ratifie comme correct" (Manifeste du CCUSC).

Nous considérons que, de cette manière, le CCUSC accomplit un des ses objectifs fondamentaux pour lesquels il fut créé, celui de tendre au regroupement et à la centralisation de la majeure partie des organisations syndicales, partout les canaux et formes possibles; l'autre objectif étant d'élever la conscience de classe du mouvement ouvrier et populaire, en cherchant son éclaircissement politique et idéologique face à la situation actuelle d'offensive, repressive, fascisante de la dictature, tout comme le renforcement classiste des organisations syndicales péruviennes populaires.

Cette journée se composait des actions centrales suivantes:

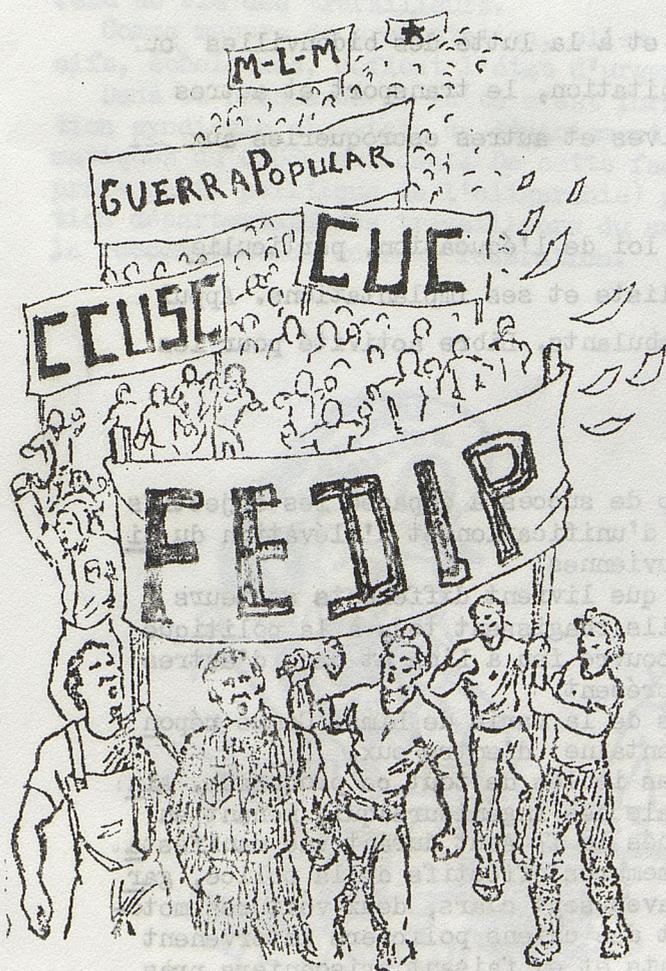
15 Octobre;

Actions de masses en soutien aux peuples frères: d'Uruguay, de Bolivie, d'Argentine.

22 Octobre;

La mobilisation nationale est incérée dans le programme en dix points de lutte du CCUSC:

- 1) Contre toute forme de repression, liberté des prisonniers politiques, sociaux et repatriement des déportés pour participer aux luttes du peuple, cesse des persécutions, sequestrations, assassinats et déportations des travailleurs et des lutteurs. Cesse des viols des locaux syndicaux et leur reconnaissance.



- 2) Restitution des garanties individuelles. Restitution et défense des conquêtes démocratiques et syndicales: liberté de presse, organisation, réunion, de grève, etc.
- 3) Maintien en vigueur des cahiers salariales et des conditions de travail. Dérogation des D L 21202, 21394, 21531
- 4) Augmentation générale des salaires de 100% et salaire minimum de 300 soles.
- 5) Stabilité des prix des articles de première nécessité et baisse des impôts indirects. Meilleures conditions de vie pour le peuple. Dérogation des D L 21532. Contre la hausse de l'essence. Non augmentation des prix des transports.
- 6) Maintien en vigueur du droit de grève. dérogation des D L 21450, 21462 qui déclarent l'état d'urgence de la pêche et la minerie.
- 7) Défense de la stabilité du travail et réengagement des travailleurs licenciés et dégradés.
- 8) Non au paiement de la dette agraire de meilleurs prix aux produits de paysans pauvres et moyens. Organisation classiste et indépendante de la paysannerie.
- 9) Appui aux organisations indépendantes et à la lutte des bidonvilles pour l'eau, la lumière, l'école, l'habitation, le transport et autres services, contre les actions coercitives et autres escroqueries auxquelles ils sont les victimes.
- 10) Appui à la FEP dans sa lutte contre la loi de l'éducation, particulièrement contre le système départementaliste et ses implantations. Appui à la lutte que livrent les vendeurs ambulants. Libre activité pour les travailleurs d'art populaire.

Cette journée qui se déroula avec beaucoup de succès a dépassé les objectifs espérés. Et est un pas en avant dans la tâche d'unification et d'élévation du niveau idéo-politique des masses populaires péruviennes.

A toutes ces luttes s'ajoutent les combats que livrent différents secteurs de la population et bien qu'étant dispersés, ils réagissent tous à la politique de la dictature et au fait de l'évidence du couvre feu à Lima et dans d'autres villes avec suspension des garanties jusqu'à présent.

Ainsi nous avons le combat des travailleurs de la Marie de Lima. Comme réponse à cette lutte; ils sont licenciés d'une centaine d'entre eux.

La lutte des étudiants ne reste pas non plus isolée de tout ce processus. Ainsi les étudiants de la UNI (Université Nationale des Ingénieurs) qui, menant en avant des grandes mobilisations, furent attaqués le 17 Août durant une manifestation et ensuite le 22 Août par plus de mille membres effectifs de la police, gardes républicains, et infanterie de la marine avec sept chars, deux voitures motopompes, des voitures blindées. La cavalerie et des chiens policiers interviennent dans l'université blessant de nombreux étudiants et en faisant prisonniers près de 150.

Un autre aspect de la lutte des étudiants aux côtés du peuple, est celui des manifestations en long et en large du pays, tout comme l'appui donné aux élections, par la majorité des étudiants de l'université de Huamayo à la liste du FER qui se trouve à la tête de leurs luttes, réalisant d'importantes actions de masse en soutien aux luttes populaires et spécialement à celle apportée aux mineurs du centre.

Les populations des bidonvilles continuent également et le gouvernement leur répond avec la prison comme se fut le cas pour les dirigeants de "Villa el Salvador".

L'important montré par ces faits est la disposition de la dictature à réprimer le peuple à sang et à feu et d'autre part la disposition de lutte chaque fois plus grande des masses.

Tout cela s'incorporant au refus et au rejet du peuple pour la politique que l'imperialisme, les grandes banques et les propriétaires terriens implantent à travers la dictature militaire et qui ratifient la décision inébranlable de lutter pour la libération nationale et sociale au Pérou que "Pérou Information" salue, soutient et défend.

LES COOPERATIVES AGRAIRES DE PRODUCTION :

L'un des autres secteurs qui s'éleva en lutte contre la situation d'urgence qui vit le pays, ce fut le prolétariat sucrier des coopératives agricoles de production (CAPS): Pátapo, Pucalá, Tumán, Ucupe qui se trouvent dans le département de Lambayeque, au nord du pays.

Ces coopératives sucrières, dès qu'elles furent transformées en CAPS, elles ont été soumises à un intense processus de décapitalisation par l'état patron, qui se sert de ses organisations corporatives SAFCAPS (Système d'administration et fiscalisation des Caps.) Sinamos etc... Il se manifeste dans l'accroissement du chômage, la suppression des droits ouvriers et donc une paupérisation du niveau de vie des travailleurs.

Comme mesure de protestation, elles réalisèrent des arrêts de travail successifs, échelonnés, défiant l'état d'urgence et affrontant l'offensive répressive.

Dans ce processus de lutte s'est formé le comité de coordination et d'unification syndicale classiste du département de Lambayeque, adoptant les bases programmatiques du CCUSC national. De cette façon ils isolèrent le secteur agricole (Apra - parti politique de l'oligarchie) progressivement incrustés dans la fédération départementale des travailleurs du sucre, fixant ainsi le besoin classiste de la reconstruction de leur fédération.



CRISES DANS LES COOPERATIVES SUCRIERES (CAPs)

ET MOBILISATION DES TRAVAILLEURS AGRICOLES DANS L'ALTERNATIVE DE CLASSES

Les cooperatives agraires de production viennent de traverser une aggravation de leurs crises, celles-ci faisant partie de l'échec total du reformisme amené par la dictature militaire et qui maintenant prend une voie fascisante.

Les causes de la crise des CAPs sont les suivantes: chaque année les CAPs sont victimes du pillage, par l'état patron, de million et de million de soles à travers des impôts, du paiement de la dette agraire. Par exemple, le bénéfice brut du CAP "Casa Grande" en 1976, avait été de 225 millions, mais sous prétexte: de la recherche, de la rente, de la dette agraire et intérêts sur les apports, etc., l'état s'est approprié de 203 millions 82000 soles. Il reste 21 millions 82000 soles pour les CAPs qui se repartissent de cette façon - 75% pour les bureaucrates et les travailleurs et - 95% pour la capitalisation. Voilà un cas montrant comment l'imperialisme s'est approprié de 90% de revenus de la cooperative.

Maintenant les CAPs sont endettées de 6 milles millions vis à vis des banques impérialistes qui payent très bas le sucre et qui exigent des intérêts très élevés pour les "crédits" et la technologie".

La dictature militaire prétend palier cette crise en décrétant "l'urgence sucrière", voulant faire payer la crise aux travailleurs avec encore plus d'exploitation et de misère. Tout cela complété par l'offensive fascisante.

Tout comme les autres secteurs de la classe ouvrière et du peuple, les travailleurs sucrières souffrent des mesures fascisantes suivantes:

- Août 1976, le décret-loi 24583 interdit l'augmentation salariale et le paiement des exédents de la production globale.

Les dirigeants contestant ces mesures seront encarcerés pour 3 ans

- Décret-loi 2020-76-AG; décret represif qui licencie sans aucun avantage social tous les travailleurs qui font grève.

Face à cette politique, les travailleurs sont engagés avec la lutte des classes contre ses exploiters, l'ETAT PATRON; c'est à dire contre la dictature militaire qui représente les intérêts de la grande bourgeoisie industrielle-financière, des propriétaires fonciers de nouveau type et de l'imperialisme yankee principalement. Au cours de cette lutte le prolétariat agricole a créé le CCUSC-CAP pour coordiner et orienter ses luttes vers la reconstruction de classes de la fédération sucrière, maintenant aux mains des dirigeants réactionnaires et reformistes.

De cette situation de misère, de sur-exploitation souffrent non seulement les travailleurs sucriers, mais aussi leurs familles et les travailleurs eventuels et en chômage.

Le CCUSC-CAP propose le programme suivant:

1) Augmentation des salaires de 100% et salaires minimum à 300 soles. Derogation du décret-loi 21583 pour les paiement des exédents non payés anterieurement. Augmentation de 100% des bons.

2) Stabilité laborale. La levée de "l'état d'urgence sucrière" Reintegration immediate de tous les travailleurs licenciés

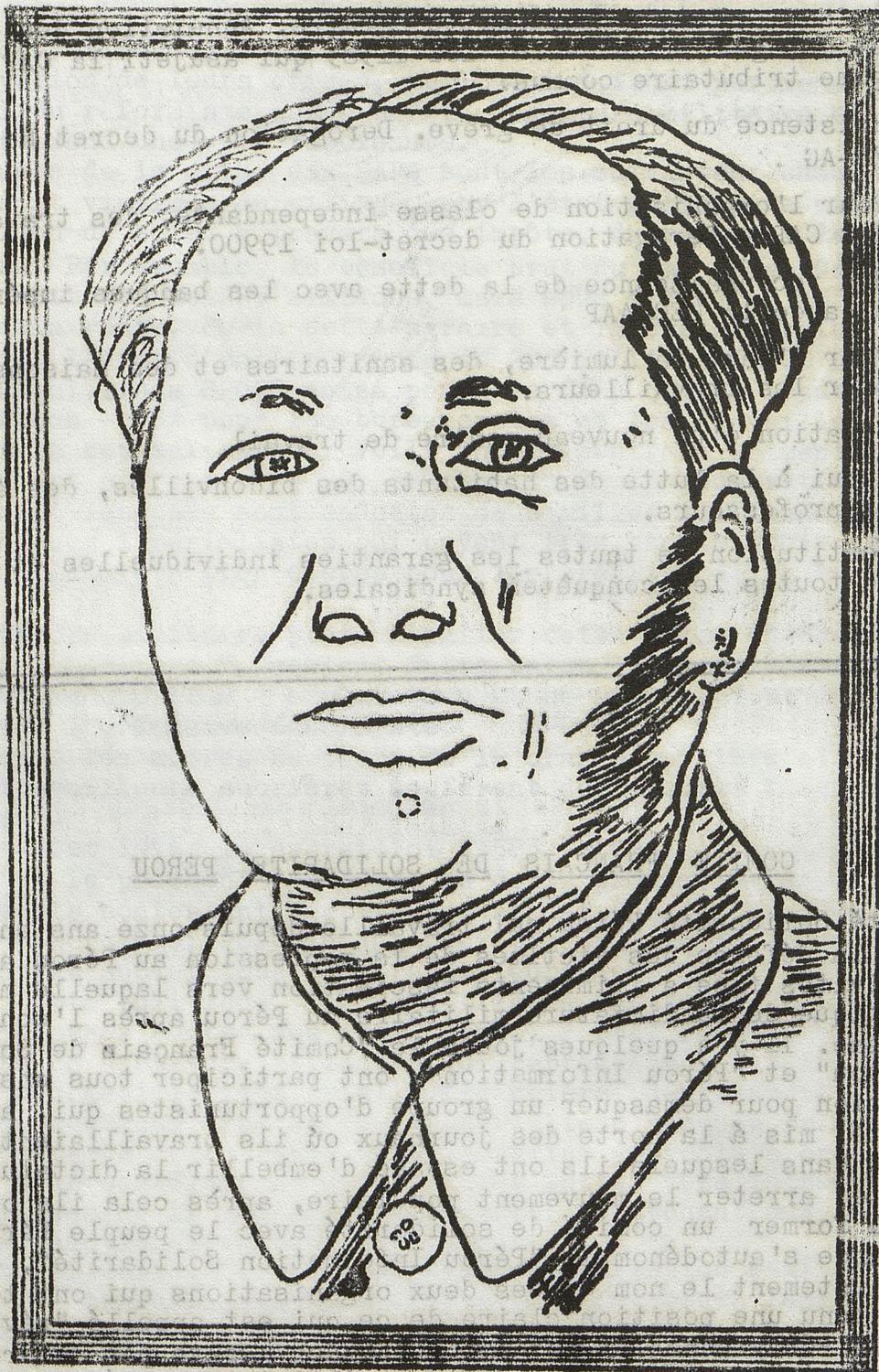
- et avec qualification comme "sociaux" et paiement des salaires à partir du 1er. jour de travail.
- 3) Le non paiement de la dette agraire. Annulation des impôts et derogation du decret-loi 21383 qui asujeti la CAP au régime tributaire commun.
 - 4) Existence du droit de grève. Derogation du decret No. 2020-76-AG .
 - 5) Pour l'organisation de classe independante, des travailleurs des CAPs. Derogation du decret-loi 19900.
 - 6) Non reconnaissance de la dette avec les banques imperialistes et avec la CECOAAP
 - 7) Pour l'eau, la lumière, des sanitaires et des maisons propres pour les travailleurs.
 - 8) Creation d'un nouveau centre de travail
 - 9) Appui à la lutte des habitants des bidonvilles, des étudiants et professeurs.
 - 10) Restitution de toutes les garanties individuelles et defense de toutes les conquêtes syndicales.

COMITE FRANCAIS DE SOLIDARITE PEROU

Le Comité Solidarité Pérou qui travaille depuis onze ans en France pour la défense des victimes de la repression au Pérou accrus ses activités face a l'imminente fascisation vers laquelle marche la politique de la dictature militaire au Pérou après l'echec du réformisme. Il y a quelques jours le "Comité Français de Solidarité Pérou" et "Pérou Information" ont participer tous ensemble à un'action pour démasquer un groupe d'opportunistes qui, après avoir été mis à la porte des journaux où ils travaillaient au Pérou et dans lesquels ils ont essayé d'embellir la dictature militaire et arreter le mouvement populaire, après cela ils ont prétendu former un comité de solidarité avec le peuple Péruvien Cette bande s'autodénomait "Pérou Information Solidarité", c'est à dire justement le nom de ces deux organisations qui ont toujours maintenu une position claire de ce qui est appelé "révolution à la Péruvienne" et qui ont démasquer mesure par mesure toute la politique pro-imperialiste des militaires au Pérou.

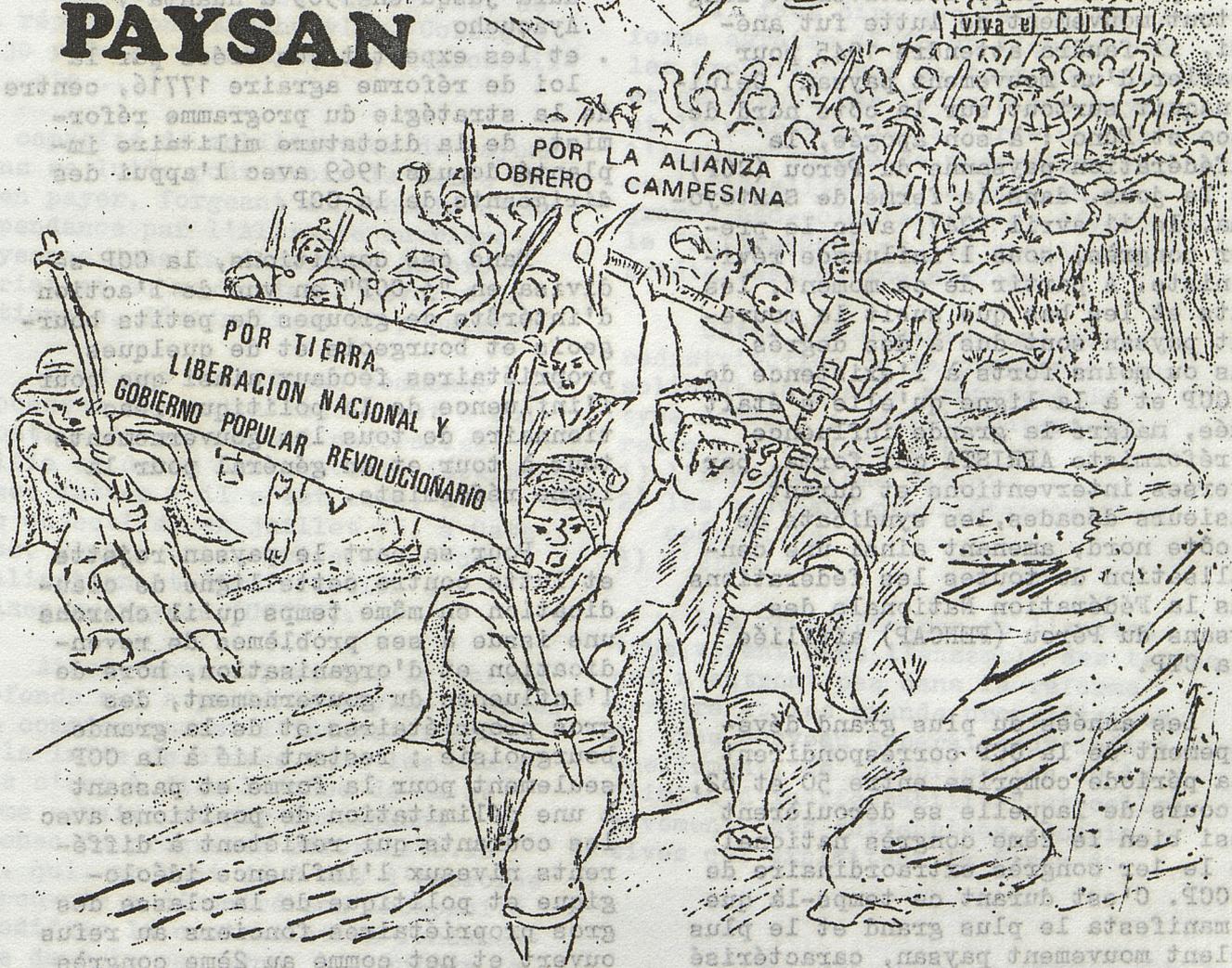
Nous invitons tous les Français voulant participer aux activités du "Comité Français de Solidarite Pérou" à prendre contact avec: Gérard Suberville 3 bis rue Beaux Arts. PARIS 6e.

"SERVIR AL PUEBLO"



**¡Gloria eterna al camarada
Mao Tsetung, gran líder y maestro
del proletariado y pueblos
del mundo!**

NOTES SUR LE MOUVEMENT PAYSAN



Les paysans pauvres, les salariés agricoles et les couches pauvres de la paysannerie moyenne constituent plus de 40 % de la population totale du pays (environ 6 000 000 d'hab.) ; les gros propriétaires fonciers, les paysans riches ont toujours maintenu ceux-ci dans une position marginale, dans l'oppression, les conduisant à la misère, au désespoir, à la famine et à la répression.

La faiblesse du petit paysan dans

les luttes pour ses revendications économiques, politiques et sociales ainsi que dans celles engagées contre la politique "anti-paysan" poursuivie par les classes dirigeantes, contribuera à sa désorganisation et à sa dispersion.

De 1920 à 1930, les luttes des masses paysannes pour les droits et libertés démocratiques contre les gros propriétaires, furent violemment réprimées par les gouvernements de Leguia et

de Benavides. A leur apogée ces luttes paysannes permirent la création, le 19 mars 1922, de la Fédération Nationale de Yanacunas et du paysan avec la participation directe de José Carlos Mariategui (fondateur du parti communiste du Pérou) ; ceci marquant un progrès politique et organisationnel.

Après un temps relativement long où tout mouvement de lutte fut anéanti, il faudra attendre 1945 pour reparler d'un mouvement paysan. Celui-ci naquit surtout sur la côte nord de Cuzco et Puno ; à son apogée, la confédération paysanne du Pérou (CCP) vit le jour, dans la ferme de Santoyo-Lima, le 11 avril 1947, avec le premier congrès, sous l'influence révisionniste. A partir de ce moment, les hauts et les bas que subit le mouvement paysan sont dus à des degrés plus ou moins forts à l'existence de la CCP et à la ligne qu'elle s'était fixée, malgré la grande influence du réformiste APRISTA qui forma, par diverses interventions et durant plusieurs décades, les syndicats de la côte nord, amenant ainsi une centralisation de toutes les fédérations dans la Fédération Nationale des paysans du Pérou (FENCAP) affiliée à la CTP.

Les années du plus grand développement de la CCP correspondirent à la période comprise entre 50 et 62, au cours de laquelle se déroulèrent aussi bien le 2ème congrès national que le 1er congrès extraordinaire de la CCP. C'est durant ce temps-là que se manifesta le plus grand et le plus violent mouvement paysan, caractérisé par "la prise massive des terres", mais restant dans le spontanéisme et l'économisme, le réformisme, et d'orientation bourgeoise ou petite bourgeoise. Ce mouvement s'étendit sur trois régions suivantes :

- la nord dirigé par la FENCAP
- la "sierra" centrale sous la direction de la CCP
- la "Ceja de Selva" dans la "Convencion y Lares" dirigée par Hugo Blanco.

De 1965 à 1976 commença une période de désintégration de la CCP ; qui a eu comme conséquences :

1) la ligne réformiste et réactionnaire imposée par ceux qui détenaient le pouvoir de direction de la CCP et donc en fait par l'absence d'une direction correcte de classe et d'une direction organisée dans les campagnes.

2) le mouvement paysan repoussé par :
• la repression sanglante de Perez Godoy, Belaunde puis Velasco, qui dura jusqu'en 1969 à Huanta y Ayacucho
• et les expectatives créées par la loi de réforme agraire 17716, centre de la stratégie du programme réformiste de la dictature militaire implantée depuis 1969 avec l'appui des dirigeants de la CCP.

Dans ces conditions, la CCP se divisa en "3 CCP" en vue de l'action d'intérêts de groupes de petits bourgeois et bourgeois et de quelques propriétaires féodaux ainsi que pour l'influence de la politique réactionnaire de tous les gouvernements tour à tour et en général pour la ligne réformiste.

Pour sa part le paysan rejette et lutte contre cette ligne de claudication en même temps qu'il cherche une issue à ses problèmes de revendication et d'organisation, hors de l'influence du gouvernement, des gros propriétaires et de la grande bourgeoisie ; restant lié à la CCP seulement pour la forme et passant à une délimitation de positions avec les courants qui reflètent à différents niveaux l'influence idéologique et politique de la classe des gros propriétaires fonciers au refus ouvert et net comme au 2ème congrès extraordinaire à Querocotillo (1975 où les bases de classe se prononcèrent pour une ligne de classe indépendante ce qui les mit en expulsion) ou comme à Cuzco (où Hugo Blanco et Letts - CCP - VR furent expulsés par les paysans de la fédération départementale de Cuzco (FDCC) et la Provinciale de la Convencion y Lares (FPCCL) alors qu'ils manoeuvraient pour gagner le contrôle bureaucratique de ces organisations).

A partir de 1974, il y a une nouvelle ascension du mouvement paysan

en tant que produit de l'intensification de la lutte de classe dans les campagnes :

- 1) échec de la réforme agraire progressiste
- 2) augmentation de l'exploitation, des impôts, du coût de la vie, de la répression (Andahuaylas, Collique Bajo y Zana, (Lambayeque), Quercotillo, etc ...)
- 3) capacité de mobilisation du paysan dans sa lutte pour avoir la terre sans rien payer, forgeant son chemin d'indépendance par l'Alliance ouvrière-paysanne sous la direction du prolétariat et au moyen de la révolution nationale, démocratique et populaire.

Dans ces conditions commence un processus de centralisation et d'unification du paysan qui centralise, unifie et donne une nouvelle impulsion à ses luttes ; il s'est créé, avec ces objectifs, en juillet 75, à Catacaos, Piura, une commission de centralisation et d'unification de classe du paysan (CCUCC).

Ainsi, nous voyons que la raison profonde qui a porté le paysan à créer une commission est l'intensification de la lutte de classe dans les campagnes c'est à dire l'échec de la réforme agraire et par conséquent l'échec du programme réformiste. La D.M. qui, au bout de 8 ans d'exercice du pouvoir a démontré son incapacité à modifier la contradiction fondamentale dans la campagne, à liquider la semi-féodalité, accentuant par conséquent la situation de crise et d'appauvrissement dans les masses.

Mais cette crise en accentuant les contradictions sociales se change en école de formation et d'éducation de classe et révolutionnaire pour les masses opprimées dans la mesure où celles-ci se mobilisent à la recherche de leurs revendications et de leurs objectifs. La lutte pour la centralisation n'est donc pas seulement un produit du hasard ou du caprice de quelques dirigeants mais elle obéit à des causes objectives qui la poussent comme une nécessité. C'est donc

la propre montée du mouvement paysan qui lui a permis et lui permettra, à travers ses expériences, de prendre vraiment conscience de savoir qui sont ses ennemis de classe et de comprendre les objectifs fondamentaux de son action.

Il faut dire que la loi de réforme agraire 17716 ne liquide pas les propriétaires en tant que classe et ne résout pas le problème paysan et le problème de la terre mais à l'inverse essaye de moderniser la semi-féodalité sur la base du programme néo-colonialiste et développe le "latifundio" et les grands propriétaires de type nouveau.

Cette loi organise une nouvelle redistribution de la propriété consolidant la grande propriété de type nouveau ; redistribuant la rente capitaliste entre :

- 1) l'impérialisme yanqui
- 2) les nouveaux propriétaires et coopératives
- 3) l'état.

Les propriétaires de l'ancien type vivent dans l'ensemble des terres qui n'entrent pas dans la réforme agraire et les grands propriétaires du type nouveau apparaissent individuellement, de l'application de la "limite d'inaffectabilité" et collectivement, des entreprises associatives qui exploitent la force de



travail sous forme de servitude et sans salaire.

Le caractère pro-propriétaire foncier, néocolonial et anti-paysan de la R.A. se manifeste, en plus de la non-revendication de "la terre à ceux qui la travaillent", par le fait, au contraire, qu'elle exproprié, dépouille, ruine, appauvrit par différentes formes de sur-exploitation, les majorités paysannes; cherche à consolider l'appareil de pouvoir réactionnaire dans les zones rurales; freine ou fait dévier la révolution paysanne; divise le mouvement paysan en s'appuyant sur le DL 19400, en proposant la collaboration de classes, le corporatisme, la conciliation; accentue par conséquent la situation de crise et d'appauvrissement des masses.

Face à la crise économique, la dictature militaire met en marche le dénommé "programme de relance économique", celui d'une perspective d'étranglement économique offerte au paysan. Par cette mesure on augmente encore plus le prix des produits (fertilisant, insecticides, outillage, etc...); il y a une plus grande sur-exploitation de la force de travail sous le couvert d'une "plus grande production", on charge les coopératives d'impôts, on charge la production agraire d'un impôt de 0,5 % pour les fonds de la Confédération Nationale agraire (CNA).

Nous voyons donc que, dans son ensemble, cette série de mesures signifie une plus grande rédition à l'impérialisme, de plus grandes concessions aux grands bourgeois et propriétaires fonciers d'un côté, et de l'autre un approfondissement de l'exploitation, de la misère et de la répression sur les masses opprimées.

C'est par conséquent en affrontant le chemin présenté par le gouvernement et appuyé par les réformistes qu'on entrevoit le chemin du prolétariat, que se poursuit la liquidation socio-économique des grands propriétaires fonciers, de la semi-féodalité et la libération des masses productrices des campagnes,

de l'oppression sous toutes ses formes, du travail servil et semi-servil; et que, en développant la révolution, se poursuit la libération nationale (anti-impérialiste), la Démocratie (anti-féodale), Populaire (oeuvre de masses).

C'est aussi en luttant pour l'unité et l'indépendance de l'organisation des luttes paysannes sous la direction de la classe ouvrière et avec la classe ouvrière; en refusant la direction paternaliste de groupes qui ne pourront conduire le paysan vers ses vrais objectifs.

Cette grande nécessité d'unification a ses origines dans le IVème congrès raté de la CCP avec Paredes à la tête dont les attitudes sectaires et opportunistes motivèrent l'abandon de plus de 70 % des délégués du dit congrès donnant lieu à la formation d'une commission dont la direction fut usurpée par Letts qui prépara et organisa le dénommé "IV congrès national paysan" à Torreblanca, Huaral, en mai 1974, faisant apparaître de cette manière un autre CCP avec Letts comme assesseur. C'est ainsi qu'il y eut 2 orientations qui se manifestèrent dans la CCP, toutes deux réformistes, populistes et opportunistes.

En 1975 s'effectua le II congrès extraordinaire de Querocotillo, Sullana, dans lequel les secteurs les plus avancés de la classe paysanne se prononcèrent pour une ligne de classe, indépendante, opposée au Réformisme et au collaborationisme de Letts et sa clique; ceux-ci optèrent pour l'expulsion du congrès des organisations FDCC et FPCL mais avec elles se retirèrent en grand nombre celles qui formèrent la commission (CCUCC) voir PEROU INFORMATION N° 16)

Cette commission qui a établi comme une de ses tâches, la préparation et la maturation des conditions pour l'unification de classe et indépendante de la paysannerie, organisa la première réunion plénière de délégués de communautés et de paysans du Pérou, les 21 et 22 avril 76 où se construisirent

les bases d'unification de classe et indépendante du mouvement paysan.

En conséquence, l'unification et la centralisation consciente de classe et indépendante du paysan suit deux formes :
1) Une unification et centralisation de caractère légal, syndical à travers les organismes naturels de la paysannerie (associations, fédérations, syndicats, etc ...) qui permette une centralisation nationale sous la direction d'une idéologie révolutionnaire c'est à dire construire à partir des bases une paysannerie centrale authentique, puissante de classe et indépendante. Seuls les associations, communautés, syndicats et fédérations pourront garantir le succès de l'indépendance économique du paysan. Celles-ci permettent l'union des majorités paysannes; cependant l'union du paysan dispersé et divisé, à travers les 3 centrales et la CNA (organisée par le gouvernement) nous montre que l'union pour l'union ne suffit pas mais que ceci requiert la direction d'une idéologie révolutionnaire, d'une tactique révolutionnaire et d'objectifs bien définis.

2) Une lutte pour l'unification et la centralisation des paysans de ca-

ractère révolutionnaire et plus politique, vue comme le succès de l'alliance ouvriers-paysans, vue comme la mobilisation révolutionnaire des paysans, par son rôle historique joint et sous la direction du prolétariat dans les campagnes.

L'aspect central, essentiel, médullaire, déterminant, pour réussir l'alliance ouvrière-paysanne c'est le parti révolutionnaire du prolétariat et le développement ultérieur de ceci ne sera pas garanti sans cette alliance.

L'alliance ouvrière paysanne est donc "un problème de la conquête du pouvoir" et dans sa lutte pour se forger, il existe 3 niveaux qui sont en relation directe au développement du parti du prolétariat, au développement économique et organique des masses, dans lesquelles influent la montée et la descente du mouvement de masse :

1ère forme : embryonnaire, germinale, inférieure, c'est le succès de la solidarité dans les luttes des ouvriers et des paysans ;

2ème forme : succès de pactes et d'actions conjointes signifiant un meilleur développement politique et



alianza obrero-campesina

un meilleur niveau de lutte, principalement du paysan.

3ème forme : l'alliance ouvrière paysanne proprement dite, c'est une alliance révolutionnaire de classe ; impossible de s'assurer sans l'hégémonie du prolétariat en elle. Ce qui suppose de résoudre 3 problèmes :
. la construction du parti révolutionnaire du paysan
. l'avance de la conscience révolutionnaire du paysan
. la mobilisation révolutionnaire consciente du paysan sous la direction du prolétariat autour du programme agraire anti-impérialiste et du programme démocratique national, comme partie de la mobilisation jointe des masses autour du FUR.

L'alliance ouvrière paysanne a donc un caractère stratégique parce que sans cette alliance on ne peut conquérir l'hégémonie du prolétariat dans la révolution ; le front unique révolutionnaire (FUR), front de caractère stratégique, ne pourrait réussir à se construire par manque de composition principale, ainsi qu l'armée révolutionnaire du peuple ; de même que ne pourrait se concrétiser la guerre des masses. C'est ainsi pour le caractère de notre société et de sa révolution.

Le FUR, il faut le construire pas à pas, il faut savoir le construire dans le même courant que la lutte des masses, c'est à dire être capable de réveiller l'énergie révolutionnaire des masses, leur faire jouer leur rôle historique, les mobiliser politiquement : Le FUR est donc un front pour encourager la lutte politique des masses et approfondir la lutte des classes. De même le CUC (Comité d'unification paysan) en tant que organisme transitoire, recherche l'indépendance politique de classe des paysans, unifiant ses luttes dans les conditions acutelles, dans le but de rendre possible l'alliance ouvrière paysanne et de réaliser ainsi son importante tâche qui se situe dans la perspective stratégique ; subordonnée et formant une part du travail du FUR, qui est celle de conquérir et de détruire l'état bourgeois, implanter la démocratie pour le peuple

les libertés démocratiques du peuple, sous la direction du prolétariat. Dans cette même ligne s'inscrit le CUC et sur elle il progresse.

péruvien, imposer la dictature sur la grande bourgeoisie pro-impérialiste et avancer vers le socialisme.

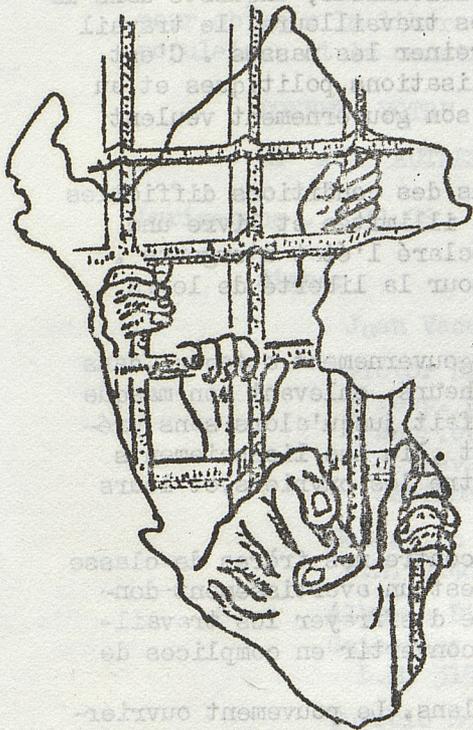
Cependant on ne comprend pas encore bien, dans notre pays, l'alliance ouvrière-paysanne ; c'est le reflet de la faiblesse politique et l'existence de lourds restes du révisionisme-réformisme dans l'avant-garde politique de la classe ouvrière.

Ainsi par exemple le VR (Vanguardia Revolucionaria) et ceux du PCR (partido comunista revolucionario), principalement, utilisent la consigne : "CCP au CCUSC" qui selon eux serait la forme correcte de l'alliance ouvrière-paysanne, reflétant le critère économique-réformiste de l'alliance et les tâches des paysans par ce qui suit :

- 1) on confond le caractère transitoire et limité du CCUSC (Comité de centralisation et d'unification syndicale de classe) (voir P.I. N° 15)
- 2) On confond la nature et les objectifs du CCUSC, le faisant apparaître comme une espèce de comité de coordination du mouvement populaire où il y aurait des paysans.
- 3) Ils ne comprennent pas le caractère spécifique et particulier du mouvement paysan ni la nécessité de l'organiser avec indépendance sans le fusionner, l'intégrer en une centrale de travailleurs salariés urbains.
- 4) l'essence de l'alliance ouvrière paysanne est trahie puisque selon eux il suffit de la convergence physique des ouvriers et des paysans en un événement de masse pour donner déjà cette alliance.
- 5) Il est faux que le CCP-Letts-VR soit "l'unique centrale"

Nous devons donc éclaircir le fait que c'est seulement sur la base de l'unité de classe, de la lutte de classe et l'indépendance de classe du mouvement paysan qu'il est possible d'imposer une ligne de classe indépendante qui s'exprime dans le social, en tant que direction organique des paysans pauvres, des couches pauvres de la paysannerie moyenne et des salariés ; dans l'économie, en défendant les intérêts immédiats et généraux de toute la classe paysanne nationale comme classe ; dans la politique, par un pouvoir indépendant anti-féodal et anti-impérialiste comme l'unique capable de garantir le droit sur la terre, et

REPRESSION



Pour faire face à la croissance de la répression et à la politique fascisante menée par la dictature militaire et ses séquelles de crimes sanglants,
-le CCUSC a créé un Comité de lutte pour la liberté et le rapatriement des combattants syndicaux et populaires, considérant que le seul moyen d'obtenir la liberté et le rapatriement de nos camarades est l'organisation, la mobilisation et la lutte des masses populaires.

Nous publions ci-dessous un MANIFESTE envoyé par les camarades emprisonnés dans la prison de LURIGANCHO. Après avoir donné un aperçu de leur situation et de celle des camarades qui croupissent dans des cachots des nombreux prisons de notre pays, ils nous communiquent une liste des prisonniers et déportés.

MANIFESTE

Nous, les prisonniers politiques et syndicaux détenus dans la prison de Lurigancho, dénonçons, devant le peuple péruvien, l'offensive anti-populaire de la dictature militaire, pro-impérialiste et anti-nationale

Camarades, la crise économique dans notre pays, conséquence de l'exploitation organisée à leur propre bénéfice par la grande bourgeoisie, les propriétaires fonciers et leurs représentants au pouvoir : la dictature militaire, est chaque jour plus alarmante. Le plan d'un renouveau économique et ses suites : l'état d'urgence, le couvre-feu, la suspension des garanties, le mépris des droits syndicaux et démocratiques les plus élémentaires, font que chaque jour le caractère de classe du gouvernement militaire et de l'Etat devient plus évident pour notre peuple : c'est un organisme d'oppression au service des classes dominantes et de l'impérialisme.

La politique éhontée des "portes ouvertes aux pays impérialistes" (principalement aux yankees) ne signifie autre chose que la livraison et l'exploitation effrontée de nos richesses naturelles (mines, pétrole, etc.), un endettement fantastique, un extraordinaire déficit de la balance de paiement et du commerce ; c'est une politique "entreguiste" dont le cas de la Marcona est un des exemples les plus récents.

La hausse monstrueuse du coût de la vie (plus de 100% en une année), la dévaluation permanente de notre monnaie, la baisse réelle des salaires, des chocs dans le domaine salarial, la non-reconnaissance du droit de grève, l'annulation des cahiers de revendication, le blocage des salaires pour 18 mois, la pauperisation grandissante et l'oppression des grandes masses paysannes, les lois réactionnaires imposant l'état d'urgence à la pêche et aux mines, tout cela est la base de la politique de sur-exploitation menée par le régime militaire contre le mouvement ouvrier, paysans et contre le peuple tout entier.

L'implantation de cette sinistre politique s'accompagne de l'intervention ouverte militaire contre le peuple, l'assassinat, la persécution, l'emprisonnement, la déportation, les perquisitions des locaux syndicaux, faits dont souffrent des centaines de travailleurs et enseignants populaires dans le pays. Cela concerne également les camarades de CENTRO-MIN-PERU, les pêcheurs, les ouvriers du pétrole de Madre de Dios, INRESA, MORAVECO, les Produits Céramiques, NUEVO MUNDO, SETRO, SANTA ELENA, SUPEP, FEP. S'y ajoutent encore la détention et la persécution de la direction du CCUSC, de même que celle dont souffrent les habitants de Villa El Salvador, Gambetta, Colloque etc

Cependant la classe ouvrière et les masses populaires n'ont pas arrêté leur lutte de classe. La réaction avait l'intention d'endormir le peuple, de châtrer ses principes, l'indépendance de sa politique de classe, mais ce but n'a pu être atteint ni par les réformes ni par la répression. Les efforts du révisionnisme, enquisté dans la direction de la CGTP, pour apaiser, concilier et diviser les travailleurs, le travail de sappe du réformisme et des jaunes, ont été incapable de freiner les masses. C'est ainsi que le prolétariat commence à rompre - grâce aux mobilisations politiques et au combat de classe le cercle de fer dans lequel la réaction et son gouvernement veulent l'enfermer.

Le prolétariat de la pêche, même, en ce moment, dans des conditions difficiles pour tout le mouvement ouvrier et paysans, une grève générale illimitée et livre une lutte très dure contre la politique du gouvernement qui a déclaré l'état d'urgence. Les pêcheurs luttent pour leurs cahiers de revendications, pour la liberté de leurs dirigeants et pour l'abrogation du décret-loi 21583.

S'affrontant à cette juste lutte des pêcheurs, le gouvernement attaque, dans un déchainement de haine contre le mouvement de grève des pêcheurs, enlevant son masque "humaniste et chrétien" il licencie 10.000 travailleurs; fait jusqu'alors sans précédent dans l'histoire de la lutte de classe de notre pays, et, lie les licenciements massives à la répression sélective contre les dirigeants, contre les ouvriers, et leurs familles, assassinant trois travailleurs.

Ces mesures criminelles de la dictature militaire contre nos frères de classe sont - pour le moment - dirigées contre les seuls pêcheurs. C'est un avertissement donné par le régime au mouvement ouvrier et populaire; on essaie d'effrayer les travailleurs pour qu'ils laissent tomber la lutte, on cherche à les convertir en complices de leur propre sur-exploitation.

Mais la réaction sera incapable de réaliser ses plans. Le mouvement ouvrier-paysans et populaire, orienté vers la lutte de classe et non vers une conciliation, ne permettra jamais une telle humiliation. La meilleure réponse face à l'offensive de l'impérialisme - qui se cache derrière la dictature - est de l'affronter par un programme d'Unification et de Centralisation classiste, qui permettra la coordination des luttes.

Cette lutte des pêcheurs, de même que celle de tous les travailleurs et du peuple tout entier, doivent être appuyées avec énergie par des actions concrètes de masse: par des mobilisations, des meetings de protestations, échelonnant les actions, accumulant les forces pour terminer avec une grève nationale. C'est dans ce sens que le peuple et les travailleurs de CHIMBOTE, ainsi que ceux de HUACHO et SUPE se sont mobilisés pour appuyer le mouvement des pêcheurs. Ces manifestations et d'autres, qui s'organisent en ce moment, comme par exemple les luttes des villageois de Maynas, Tarapoto, Cajamarca, Ayacucho, les Journées pour la Liberté des prisonniers politiques et syndicaux, sont une réponse claire, signifiant la répudiation du régime par la classe ouvrière et le peuple.

Derrière les barreaux, nous pouvons changer les prisons en un terrain de lutte. Nous avons fait une grève de la faim pour réclamer de meilleures conditions de vie, pour protester contre l'isolement auquel nous sommes contraints, contre les mesures d'oppression physique et morale.

Nous qui signons ce document, nous renouvelons notre décision inébranlable de lutter à côté de notre peuple pour la destruction du système d'exploitation et

pour obtenir la libération nationale, l'établissement d'un gouvernement démocratique populaire et la construction du socialisme dans notre Patrie.

DONNEZ VOTRE APPUI MILITANT A LA LUTTE DES PECHEURS

ET AUX AUTRES LUTTES DES MASSES POPULAIRES !

Lurigancho . 2.11.76

signé:

Juan Vaccari Chavez

Victor Diaz Arselles
(resp. nat. CCUSC et
secr.org. de la Fed.
d.Travailleurs de
CENTROMIN-PERU)

Sebastian Tello
L.M. 214879049

Alberto Diego Ruiz-Eldredge
Goicochea
L.E. 3159201

Toribio Marcial Torres Meza
L.E. 3176660 UNI

Raúl Garcia Zavala
L.E. 29678990

Arturo Lewis Diaz .UNI

Raúl Salazar
L.E. 3032397

José Yarin Giraldo

Guillermo Castro
L.E. 3024527

Jaime Garcia Acuña

Carlos Andrés Manaros Gallardo
L.E. 3879546

Andrés Huguet Polo
L.E. 2729767

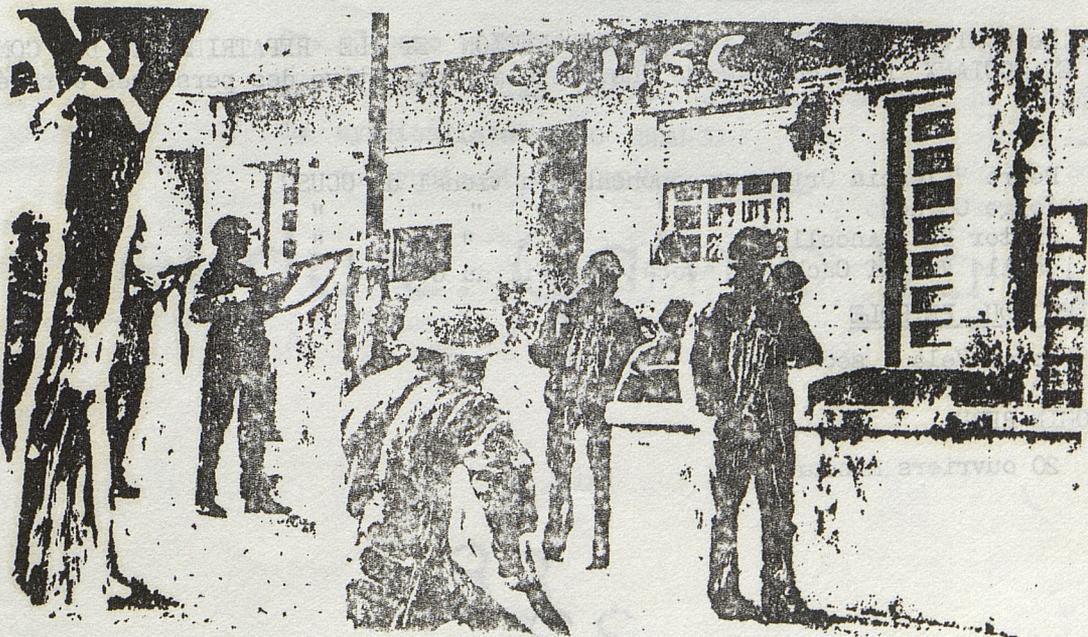
José Figuero P.
L.E. 3324596
(secr.gen. Synd. d'employés de
MORAVECO)

Roberto Romero Arce
L.E. 3725269

Miguel Gastelú Barboza

Donato Bernal
(secr. arg. synd. des Mettalos
de La OROYA)

Camilo Valqui Cachi
L.E. 3059456
(avocat du CCUSC et de la Fed.
de CENTROMIN-PERU)



Les arrestations, les tortures, les assassinats, les déportations, le couvre-feu, l'état d'urgence, la suspension des garanties pour plusieurs mois dans certaines provinces, ainsi que l'invention d'un " complot communiste ", ne font que masquer et - apparemment - justifier les crimes de la politique " entreguiste ", politique de famine et de répression, de sur-exploitation, exercée par la dictature des " gorilles " contre le peuple travailleur.

Nous publions ci-dessous un bref aperçu sur la distributions des détenus dans les diverses prisons du pays .

LURIGANCHO

Dans cette prison se trouvent actuellement plus de 200 détenus politiques et sociaux . Parmi eux CAMILO VALQUI CACHI, en très mauvaise santé, souffrant d'une hépatite aigue. On ne lui accorde aucune assistance médicale , il ne peut obtenir les médicaments dont il a besoin pour se soigner . Dans une pareille situation se trouve aussi le camarade FERNANDEZ GASCO , sauvagement torturé et qui souffre de nombreuses côtes cassées. Lui non plus ne reçoit la visite d'un médecin , ni les médicaments nécessaires .

SECURITE D'ETAT

Plus de 50 camarades sont enfermés dans cette prison, où l'ambiance est insalubre et néfaste pour la santé des emprisonnés. Parmi eux il y a 10 ouvriers du pétrole de Madre de Dios qui sont tous tuberculeux et malades de l'incurable maladie de l'Espundia. Un autre prisonnier , un pêcheur, est devenu tuberculeux dans ces cellules humides et insalubres. Tous les détenus malades ne reçoivent ni soins, ni visites médicales .

COLONIE PENALE DU SEPA

La population déjà nombreuse de cette colonie a vu son nombre augmenter de quelques 20 prisonniers, lors d'une tournée du président du gouvernement dans le sud du pays. Il s'agit d'étudiants, de professeurs, de dirigeants syndicaux, responsables des bidonvilles d'Iquitos, de Maynas et de Tarapoto .

PRISON DU CALLAO

Ici croupissent 69 étudiants, provenant en majorité de l'UNI, ainsi que de nombreux autres prisonniers politiques et syndicaux .

PRISON DE LA PIP de PUEBLO LIBRE ainsi que d'autres prisons en province .

Des centaines de combattants sociaux et syndicaux se trouvent dans ces géoles dans des situations pareilles à celles qui règnent à Lurigancho et au Callao, et pire encore, car on ignore même souvent dans quels cachots ils croupissent .

Le COMITE DE LUTTE POUR LA LIBERATION ET LE REPATRIEMENT DES COMBATTANTS SYNDICAUX ET SOCIAUX nous communique une liste approximative des personnes arrêtées :

CCUSC

Pedro Valencia Ortega, responsable national du CCUSC
Jorge Cornejo " " "
Victor Diaz Ancelles " " "
Camilo Valqui Cachi , avocat-conseil du CCUSC

OUVRIERS DU PETROLE

Roger Vela , secr. gen.
+ 18 ouvriers

CENTRONIN-PERU

20 ouvriers mineurs

Victor Yupanqui, secr. général SUTE II région
Gustavo Rojas Velas, président, administr. CECOOSTEP
Elzer Elera, Président commission de vigilance du CECOOSTEP
Eriberto Ventura C. du Conseil exécutif nat. de la C.C.P.

Une douzaine de professeurs .

ETUDIANTS - FEP et LYCEENS

José Montes, président de la FEP

José Lazarte, vice président de la FEP

Luis Cuadrod " " " "

Wilfredo Velchez Pereda, vice président FUT de Trujillo

Plus de 10 étudiants, responsables de Centres fédérés

Quelques 100 étudiants universitaires et lycéens .

15 travailleurs syndicaux, parmi eux :

Julio Moreno, secr. gen. de " Cristaleria "

Rodolfo Figuero, secr.gen. de MORAVECO

Ouvriers municipaux

N. Tintaya, secr.gen.

Felix Vargas, secr.org.

Agustin Roman, secr. défense

et plus de 25 responsables de diverses bases .

Plus de 10 camarades sont condamnés de 8 à 15 ans de prison .

TOUTE LA DIRECTION DE LA FPP (pêcheurs) A ETE DETENU .

65 responsables des bases

Claudio Nizama, secr. gén.

Luis Arce Cornejo, ~~secr.~~ secr. gen.

Marcos Bejarano, secr.org.

Trois dirigeants du Comité de Lutte de la Banque Nationale

Tout le Comité exécutif de CUAVES (association des dirigeants ~~classistes~~
de Villa El Salvador)

Odilom Mucha Orihuela

Villamon .

NOUS EXIGEONS LE REPATRIEMENT DE :

Dr. Genaro LEDES IZQUIETA, avocat conseil du CCUSC

Dr. Ricardo DIAZ CHAVEZ, avocat conseil du CCUSC

du syndicaliste HUGO BLANCO

du syndicaliste HERNAN CUENTAS

et du c. Camilo Valqui

- NOUVELLES -

LIBERTE DU CAMARADE DUBERLY RODRIGUEZ

Au courant du mois de septembre une forte pression des masses populaires contre les gorilles de la dictature militaire du Pérou a rendu la liberté au camarade Duberly Rodriguez, secrétaire des relations internationales de la fédération des étudiants au Pérou (FEP). "Pérou Information" se solidarise révolutionnairement au nouveau triomphe du prolétariat et du peuple Péruvien pour la défense de leur dirigeants.

Le camarade Duberly a été fait prisonnier en Avril (P. I. No. 16), quand il se dirigeait à la rencontre des étudiants latinoaméricains, organisée à Quito (Equateur).

UNE LETTRE DE LA FEDERATION DES ETUDIANTS DU PEROU (FEP)

Pérou Information a reçu une lettre de la FEP dans laquelle elle nous fait savoir l'arrestation des camarades José Lazarte, président de la fédération et José Montes, premier vice-président ainsi que celle de nombreux étudiants fait prisonniers par les gorilles, de la dictature militaire au Pérou.

Pérou Information, conscient de l'activité et de la trajectoire révolutionnaire de la FEP, dénonce énergiquement ce nouvel attentat de la politique fascisante de la dictature militaire pour empêcher la montée des masses populaires dans ses luttes pour la révolution nationale, démocratique et populaire et pour le socialisme. En même temps nous réaffirmons notre soutien à la FEP, organisme représentatif des étudiants péruviens.

A D E P E F

L'association des étudiants péruviens en France a élu la nouvelle direction pour la période 76-77 lors d'une assemblée générale organisée lundi 22 Novembre. Avant de passer aux élections l'ancienne direction a présenté un rapport de ses activités et présenté une motion pour l'accroissement du nombre de l'équipe directive en vue des activités futures en rapport avec la situation d'aggravation de la lutte des classes au Pérou et la nécessité de regrouper le plus grand nombre d'étudiants péruviens en France. Cette motion fut approuvée à l'unanimité. Les membres de la nouvelle direction ont affirmé la nécessité de faire de l'ADEPEF le porte parole des luttes du peuple péruvien pour lequel s'édifiera un bulletin périodique.



**VIVE LE 48^E
ANNIVERSAIRE
DE LA FONDATION
DU PARTI COMMUNISTE DU PEROU
1928 - 1976**

« Notre organisation, qui après avoir fait une étude et analyse, de la situation économique, politique et sociale dans notre pays, s'identifie avec la ligne politique et les positions du Parti Communista du Pérou, salue ce nouvel anniversaire et envoie sa solidarité sans réserves aux luttes menées par le Parti Communiste du Pérou "Patria Roja", avant-garde du prolétariat, dans la conduite et orientation du mouvement ouvrier, de la paysannerie et de tous les secteurs opprimés de notre peuple. »

PEROU - INFORMATION

VIVE LE M - L - M

**NOUS EXIGEONS LA LIBERATION IMMEDIATE DES
DIRIGENTS DE CLASSE DU CCUSC**

PEDRO VALENCIA

VICTOR DIAZ ARCELLES

JORGE CORNEJO

CAMILO VALQUI

**ET DES CENTAINES D'ETUDIANTS, LYCEENS, DE
PROFESSEURS, D'OUVIERS INDUSTRIELS, D'OUVRIERS
MUNICIPAUX, MAÇONS, MINEURS, PÊCHEURS, D'AVOCATS,
HABITANTS DES BIDONVILLES DETENUS PAR LA
DICTATURE MILITAIRE.**

**PEROU INFORMATION APPUI LE "COMITE
DE LUTTE POUR LA LIBERTE ET LE REPATRIEMENT DES
DIRIGENTS SYNDICAUX ET POPULAIRES".**